

L'énigme Zeroual

La lettre du président Zeroual adressée aux Algériens a laissé nombre d'entre nous sur leur faim. La réaction énergique tant attendue n'était pas au rendez-vous. A défaut d'apporter des réponses, cette missive a soulevé quantité de questions.

Emboîtant le pas à ceux qui avant moi ont tenté de lire entre les lignes, j'ai, à mon tour, essayé de décrypter les non-dits et les messages codés de la lettre, sans grand succès, je dois dire. Cette sortie tant attendue qui a déçu plus d'un ne m'a inspiré que des questionnements.

En premier lieu, s'est posée la question de l'utilité d'une réaction aussi tardive alors qu'une entreprise de déstabilisation, de démolition de l'Etat, menée par des roturiers sans foi ni loi avait sérieusement ébranlé des institutions essentielles de la République et mis l'opinion devant le fait accompli. En second lieu, l'absence totale de réplique aux majordomes qui se sont relayés pour offenser impunément le peuple. Certes, il n'est pas très convenant pour un ancien président de la République de se frotter à cette valetaille, mais quand même, une gentille petite indignation à la Stéphane Hessel n'aurait pas été de refus pour les Algériens encore debout. Ensuite, et là n'est pas le moins important, comment voter sans savoir où atterriront nos voix. Enfin, comment concevoir une période de transition après une élection présidentielle, même controversée. Mystère !

Heureusement que le président Zeroual n'a pas omis de condamner la violence faite à la Constitution en 2008, point de départ, comme il n'a pas manqué de le rappeler, de la dérive actuelle, amorcée dès 1999 en fait. L'ancien président nous a également révélé que le pays était en danger, ce que nous savions déjà.

En écartant ce qui semble être des évidences, il ne reste plus à se mettre sous la dent que cette déclaration étonnante concernant l'importance de la prochaine consultation électorale et cette autre déclaration tout aussi mys-

térieuse concernant une hypothétique période de transition postélection présidentielle. En affirmant que «le citoyen algérien a le devoir d'exprimer sa voix», en parlant de «devoir national», le président Zeroual nous invite en termes à peine voilés à aller voter le 17 avril. En quoi, s'il vous plaît, cette élection est-elle importante et quel intérêt y a-t-il à aller voter si c'est pour plébisciter un 4^e mandat honni par la majorité des Algériens, y compris sans doute par le président Zeroual lui-même ? A-t-il reçu des garanties quant au déroulement du scrutin, auquel cas, M. Benflis serait élu dès le 1^{er} tour ? Rien ne permet de l'affirmer et la majorité des Algériens n'a pas envie d'être roulée dans la farine une nouvelle fois. D'autant qu'une phrase, un peu plus loin dans le communiqué, vient jeter le trouble : «Indépendamment de ce qui va résulter du scrutin du 17 avril prochain...» Mais toute la question est là, M. Zeroual ! Le peuple ne veut pas d'un 4^e mandat, même à titre humanitaire !

Quant à la période de transition postélectorale, sur quoi se fonde M. Zeroual pour l'annoncer avec autant d'assurance en parlant de «mandat-transition» ? A-t-il succombé à l'envie de parler pour parler, lui qui s'est muré dans le silence depuis tant d'années ? S'il avait voulu s'exprimer, il aurait pu et dû le faire dès les prémices de la crise et ne pas courir le risque de rater sa sortie. Ne l'ayant pas fait au moment propice, il n'avait donc aucunement l'intention de le faire après coup et encore moins de s'impliquer dans un débat aussi décisif soit-il pour l'avenir du pays.

En tout état de cause, il ne pouvait pas ignorer l'impact négatif sur son prestige et sa crédibilité personnels d'une intervention à la fois imprécise, tardive et trop conciliante. Mais il est quand même sorti de sa réserve en recommandant à demi-mots et bien imprudemment d'aller voter et de se préparer à une période de transition capitale après les élections. Ce faisant, il a, consciemment ou non, engagé sa responsabi-

té. A-t-il perdu la raison ? A ce jour, personne parmi ceux qui l'ont approché n'a fait état d'une quelconque atteinte d'aucune sorte qui aurait pu perturber ses facultés mentales. Le président Zeroual se porte bien, Dieu merci, et jouit de toutes ses capacités intellectuelles. Mais alors, a-t-il subi des pressions ? Tout le monde sait qu'il n'en a cure. Quelque chose s'est donc passé qui lui a fait subitement changer d'avis. Quelque chose qui n'a aucun lien avec l'envie de discourir, avec la folie ou d'hypothétiques pressions ; quelque chose qui l'a réellement convaincu d'apporter sa caution à une démarche qu'il a superbement ignorée jusque-là. Mais quoi ?

On se souvient d'une demande d'audience que lui aurait adressée Abdelaziz Belkhadem ; une demande rapportée par la presse alors qu'elle aurait dû s'organiser dans la discrétion. Pourquoi l'avoir rendue publique ? Pour forcer la porte du président Zeroual, ce qui est peu probable, ou bien pour nous entraîner sur une piste quelconque ? La même piste que nous sommes en train d'explorer, probablement. Tout porte à croire qu'il a reçu le visiteur enturbanné puisqu'il a réagi à peu près à la même période. Dans ce cas, que lui a-t-il susurré au creux de l'oreille ? De quoi le président Zeroual a-t-il été informé ? Quelle situation exceptionnelle le messenger a-t-il portée à sa connaissance pour justifier cette sortie tardive et inattendue qui nous a laissés dubitatifs ?

Il y aurait donc quelque chose que nous ne savons pas encore, qu'on nous cache ou qu'on ne peut pas nous dire, en tout cas pas pour le moment ; un secret d'Etat en quelque sorte en relation directe avec la période postélectorale qui a incité le président Zeroual à parler avec conviction de période de transition. Ce secret si bien gardé n'est certainement pas étranger au récent renforcement de la présidence de la République par les deux rescapés dont l'un au moins était frappé d'ostracisme la veille encore ; secret qui a vu se réconcilier les ennemis

**Par Mohamed Djaafar
djaafarmohamed@ymail.com**

d'avant-hier. L'heure doit être assez grave pour que nos décideurs aient pris la décision inhabituelle de ne plus se mettre des bâtons dans les roues, de mettre, momentanément, leurs querelles de côté. Ils semblent se préparer sérieusement à gérer une période d'incertitudes. C'est sans doute encore ce secret qui fait garder le silence à MM. Obama et Hollande qui gagneraient pourtant en estime dans le cœur des Algériens s'ils décidaient de ne pas les abandonner à leur triste sort.

Tous ceux qui ont été mis dans le secret semblent donc s'attendre à un événement important après le 17 avril. Ou peut-être avant ? Cet événement aurait-il une relation quelconque avec l'état de santé du Président sortant ?

Insensible aux chants des sirènes et aux charmes des cours, le président Zeroual aurait finalement cédé à des arguments d'un tout autre genre, des arguments... comment dire... caritatifs. C'est tout à son honneur et je ne vois personnellement pas d'autre raison pour le moment à sa sortie inattendue et surtout inaccomplie. Je souhaite bien sûr longue vie à tout le monde mais si nous étions réellement dans ce cas de figure, il faudrait effectivement se préparer à une période de transition décisive, une ultime chance comme il l'a souligné dans sa lettre pour faire barrage aux prédateurs et aux aventuriers et empêcher que l'Etat ne s'écroule sur nos têtes.

Ah ! J'allais oublier la dernière question. M. Zeroual a-t-il exigé des preuves et des engagements fermes avant de s'exprimer ou bien s'est-il contenté de croire sur parole le messenger enturbanné, courant ainsi le risque d'être roulé dans la farine lui aussi ? En tant qu'ancien soldat et ancien président, il n'est pas sans savoir qu'il y a toujours «quelque chose de pourri dans le royaume de Danemark» (*Hamlet* I, 4).

M. D.

DROIT DE RÉPONSE

Je ne sais quelle mouche a piqué le nommé Mehdi Chérif pour répondre à un article paru dans un quotidien arabophone et qui ne le concerne nullement.

Ce dernier est un parfait roublard, de la même espèce que mes détracteurs ; il se permet de prendre la défense de gens aussi roublards que lui. Pour agir ainsi, je pense qu'il cache des choses sur son parcours : a-t-il fait partie des enfants de troupes de Koléa ? Est-il Lacostar (promo Lacoste) ?

Enfin, de mon côté je me contente de répondre point par point à ses prétendus vérités soufflées par des éléments aussi nocifs que lui.

1) Mon matricule au ministère de la Défense (MDN) est le suivant 6041000607.

2) En effet, j'ai quitté les rangs de l'ANP sans démobilisation car un moudjahid n'est ni un engagé ni un appelé. En plus le centre d'instruction de Boghar, où je me trouvais, était dirigé par des officiers fraîchement recrutés par l'ANP. Par conséquent, je me refusais à demander ma démobilisation à des gens qui étaient de l'autre côté de la barrière entre 1954 et 1962.

En quittant la caserne de Boghar, j'ai rejoint ma ville natale, Koléa, où la commission des moudjahidine qui siégeait à l'APC m'avait attribué l'attestation communale sans problème car les quatre membres de la commission de reconnaissance ainsi que le maire avaient reçu en 1960 ma condamnation par défaut du tribunal militaire de Rennes, pour affichage.

En 1967 je me suis présenté à la commission de l'ANP présidée par Tayeb Tebib à la caserne du commissariat politique. Cette commission m'a remis la reconnaissance de membre de l'ALN sans problème, et ce, conformément aux lois de la République.

La commission de reconnaissance de la fédération FLN de France, qui avait son siège place Emir-Abdelkader à Alger, avait fait de même et m'avait remis une attestation détaillée sur mon parcours France-Tunisie.

3) Cet individu qui prend la défense d'autrui pense que le djihad était à Melegue (Tunisie) car il a été élevé dans des casernes loin de la lutte du peuple algérien. Il ne sait pas que beaucoup de djounoud, avant d'aller à Melegue en Tunisie, avaient milité soit dans les rangs de l'ALN soit dans une cellule du FLN. Ces derniers payaient une cotisation et obéissaient aux directives des chefs de cellules. Avant les manifestations de

Silence, un enfant de troupes parle !



Bougouba Mustapha, en tenue de l'ALN, au bord de la piscine de Zegangan (Maroc).

Décembre 1960, on demandait aux militants de garder le secret sur leur incorporation par le FLN. Voilà en ce qui concerne mes trois attestations de reconnaissance de participation à la révolution de Novembre 1954.

Quand les officiers du DRS sont venus pour enquêter sur mon itinéraire entre 1954 et 1962, ils avaient constaté que le nommé Ben Heni Belkacem avait falsifié un document officiel de l'Etat français afin de me faire passer pour un appelé de l'armée française de 1959 à décembre 1960, une présence de 18 mois dans les rangs de l'armée française. Cet abruti ignorait que les appelés passaient 28 mois dans les rangs de l'armée. L'enquête du DRS avait duré cinq jours du 5 au 9 août 2009.

4) Par la suite, je me suis déplacé deux fois au siège des enquêteurs pour me renseigner sur la suite réservée à cette enquête. Aucune réponse malgré tous les documents que je leur ai fournis. Après avoir rejoint la frontière Est du pays, un jugement par défaut a été prononcé contre moi par le tribunal militaire de Rennes sous le n° 2979 C pour désertion avec armes et bagages (est-ce que vous, vous avez un jugement par défaut ?) Quant à Abdelmoumène, Salim Saâdi, ex-ministre du gouvernement Réda Malek avait écrit dans un quotidien national que le père de ce dernier, caïd dans la wilaya de Béjaïa, a été



M. Bougouba traversant l'oued à l'entrée des camps V et VI du Zitoune.

égorgé par les moudjahidine car il avait trop d'influence sur les population de sa région. En ce qui concerne la mue de l'ALN/ANP, je demande à cet avocat des pauvres de lire le chapitre 10 de mon livre. Pour le camp du Zitoune, le colonel Mohamed Ramdani, ex-directeur du musée de l'ANP de Makam El Chahid, le 02/11/2011, avait déclaré au quotidien *Echourouk* qu'il m'avait côtoyé dans ce camp pendant des mois. En ce qui concerne Kaïd Ahmed, membre de l'EMG et représentant de cette institution aux négociations d'Evian, tu as oublié le surnom de Medfa Kerouche (canon Kerouche). A l'EMG, il y avait aussi comme adjoint de Boumediène, Zerari et Ali Mendjeli. La zone Nord était dirigée par Bensalem et la zone Sud par Salah Soufi, secondé par Saïd Abid, celui qui s'est «suicidé» à Bilda (1^{er} R.M.) en 1967.

Quant à tes bla-bla-bla sur la commission qui m'a entendu, elle devait me remettre une copie du procès-verbal mais elle ne l'a pas fait, car il est plein de mensonges comme les témoins que vous présentez comme mes témoins. Vous mentez, ce sont des énergumènes attirés par des promesses d'attribution de terres agricoles, de logements, etc. Leur parcours est comme suit : Guerti Tahar, comme il est mentionné dans sa déclaration à la commission, est né en 1947 et membre de l'ALN en 1957, c'est-à-dire à l'âge de

10 ans. Bourenzen et Mouldi ainsi que deux autres sont nés et recrutés fin 1961 en Tunisie. Ils ne connaissent absolument rien de la lutte du peuple algérien.

Un autre prétend qu'il avait la responsabilité de Kisme au maquis. Alors que moi, je l'ai connu à Zegangan, dans le rif marocain, comme convoyeur de camions qui approvisionnaient les camps comme celui de Zegangan. Quant à Benabdelah, lui aussi n'est pas natif de Koléa et confond entre le boucher qui a été abattu après la grève de novembre 1956 et le boucher avec qui j'avais travaillé. Mais ce dernier est mort de mort naturelle en 1967. L'état civil de l'APC de Koléa peut vous fournir un acte de décès. Benabdelah, pour ce mensonge, a été récompensé par des hectares de terres agricoles à la sortie Est de la ville de Koléa. Voilà en ce qui concerne vos prétendus témoins. Pour ce qui est de Mohamed Touati, s'il est encore à la présidence, il fait beaucoup moins de bruit qu'à ses débuts. Je lui fais un petit coucou et j'en profite pour lui demander s'il se rappelle encore de notre rencontre au foyer de Melegue (Tunisie). C'était juste au moment où moi et mon groupe nous nous apprêtions à rejoindre Oujda (Maroc) !?

Et toi le roublard qui «sais» tout, je te demande, si mon ami Mohamed Touati faisait partie des cinq chats qui gênaient le président Bouteflika au début de son 1^{er} mandat !? Quant à moi, j'ai en ma possession 128 témoignages légalisés dans des APC différentes en plus des trois attestations de reconnaissance.

Il y a le jugement par défaut du tribunal militaire de Rennes. Et je suis en mesure d'apporter d'autres signatures en ma faveur.

En lisant attentivement ce que vous avez écrit sur moi, j'ai la ferme conviction que vous avez passé toute votre vie dans des casernes en passant par les enfants de troupes de Koléa.

Sachez que je suis prêt à une confrontation avec vous devant la presse algérienne.

Je ne crains que les lâches et les poltrons. Pour finir, mes deux livres sont en vente dans des librairies françaises et algériennes. Je ne suis pas en mesure d'empêcher qui que ce soit de les acheter et de les mettre dans leur bibliothèque.

**Le moudjahid Bougouba Mustapha, ex-membre du bureau ONM de Tipaza
Matricule ANP : 6041000607.**